DROIT AGRICOLE

**Rapport de la conférence de novembre 2021 de l’AALA**

*Par Lynne R. Ostfeld*

L’American Agricultural Law Association (AALA) a tenu sa conférence de 2021 à Salt Lake City, dans l’Utah, cet automne dernier. Les quatre pistes explorées cette année étaient : la politique, le praticien privé, le droit agricole, ainsi que le conseil juridique interne et de l’entreprise. Toutes les présentations étaient excellentes et informatives mais deux sujets se sont démarqués : les problèmes autour des Amérindiens et de la nourriture.

Nourriture amérindienne

 La majorité des problèmes se retrouvaient dans les réserves indiennes. Janie Hipp, conseillère générale de l’USDA, est aussi membre de la nation Chocktaw et membre fondatrice de l’Indigenous Food Inititative. Elle a exposé les problèmes d’accès à l’alimentation auxquels ils font face, tels que le fait d’avoir 5 millions de fermiers dans les années 1980 et seulement 2 millions aujourd’hui. Cela ne peut pas être viable. Les personnes et services dont ils ont besoin sont en baisse : vétérinaires pour gros animaux, épiceries et usines de transformation. Il est plus difficile de livrer des denrées alimentaires que des agrafes. Ils ont également besoin de spécialistes sur les impôts agricoles, n’en ayant que 15, mais aussi de trouver des emplois pour les jeunes avocats agricoles dans la réserve, ou même juste dans les zones rurales où ils pourraient aider les fermiers.

Elle a rejoint Sarah Vogel1 et Colby Duren2 pour débattre autour des problèmes avec les Native American Food Economies (« NAAF »).

Le Covid-19 a fait ressortir au premier plan les écarts et l’insécurité dans la structure alimentaire. La pandémie a mis en avant le problème de manque de haut débit sur le territoire indien. Leurs approvisionnements et clients se sont directement arrêtés car ils n’avaient pas accès au haut débit nécessaire pour résoudre les problèmes.

Il existe des centres d’alimentation dans tout le territoire indien. L’objectif étant de les utiliser afin de garder la valeur du dollar de la nourriture au sein de la communauté. L’objectif étant de construire tous ensemble afin que le poids et le coût ne retombe pas sur un seul gouvernement tribal.

Le fait que les entreprises de petites et moyennes tailles soient ce qui fonctionne en majorité sur le territoire indien constitue un problème, et il a été difficile de coopérer avec la FDA à cause de leur si petite taille.

On observe une telle reconnaissance progressive de la souveraineté tribale dans l’USDA qu’ils doivent travailler sur le droit tribal. Rien ne se passe sans que les nations tribales n’agissent en leur souveraineté. Le bureau des affaires indiennes a beaucoup à dire à propos de ce qu’il se passe sur le territoire indien, mais le personnel ne se montre souvent pas.

Dorénavant, la Native Farm Coalition essaye de travailler avec l’USDA. Cela a commencé en 2018 avec le projet de loi « Ferme ». La jeunesse commence à se renforcer. Il y a du cynisme par rapport au fait de travailler avec la FDA ou l’USDA mais les jeunes commencent à se montrer et à travailler ensemble.

Les tribus peuvent apporter leurs connaissances traditionnelles de l’écologie ainsi que leurs valeurs tribales.

Le droit tribal est à égalité avec le droit fédéral et supérieur au droit étatique. Mais s’il souhaite agir entre les Etats, il doit adhérer au droit fédéral et étatique.

Changement sur le droit alimentaire

 Susan Schneider3 a donné des nouvelles à propos du droit alimentaire et a expliqué comment nous étions dans un monde changeant.

La pandémie a mis en avant les inégalités inhérentes au système alimentaire. Des personnes pouvaient rester à la maison et commander en ligne. D’autres travaillaient au sein du système, tel que l’employé de chez Tyson, ou la personne devant se présenter à l’épicerie pour travailler.

La pandémie a montré que les riches restaient riches et les pauvres restaient pauvres. Nous avons vu combien de personnes étaient à une crise de la faim.

Beaucoup de restaurants ont fermé.

Nous avons fait face à des problèmes de chaînes d’approvisionnement durant le confinement du COVID. La concentration sur l’efficacité peut nuire à la résilience. Beaucoup de choses peuvent mal se passer dans le système.

L’insécurité alimentaire va mieux en 2021 qu’en 2020. Cependant, une personne sur huit aux E-U est en insécurité alimentaire – 12,9% ou 42 millions, et 17,9% ou 13 millions d’enfants. On observe une disparité raciale impensable : 11,1% chez les personnes blanches contre 21,3% chez les personnes noires. C’est encore plus flagrant dans le territoire indien qu’au sein de la population noire. L’insécurité alimentaire est de 13,3% dans les comtés ruraux contre 12,1% dans les comtés urbains.

Des programmes se développent afin d’aider à la fois le fermier et le consommateur. Les économies locales bénéficient des programmes SNAP : 1$ SNAP équivaut à 1,80$ dans l’activité économique locale. A la fois Walmart et Dollar General situés dans les zones rurales ont remarqué un bénéfice à l’économie locale grâce aux cartes SNAP pouvant être utilisées là-bas.

Quant aux problèmes liés au régime alimentaire, la moitié de la population américaine est considérée pré-diabétique ou diabétique. L’obésité est un sérieux problème : 40% des américains sont obèses, et 70% en surpoids ou obèses. L’obésité est la raison pour laquelle 71% des américains ne peuvent pas rejoindre l’armée. De plus, les maladies liées au régime alimentaire exposent à un risque important au Covid-19, mais les E-U les surveille.

Le Sénat a tenu une audience en novembre 2021 à propos des problèmes des aliments ultra-transformés, des formulations de nourriture avec des qualités addictives, du marketing et des calories inutiles.

Il existe beaucoup d’enjeux importants avec la publicité et si et comment elle devrait être contrôlée.

Le président Nixon avait tenu une conférence sur l’alimentation, la nutrition, la faim et la santé à la Maison Blanche afin d’en finir avec la faim à tout jamais. Il y a un nouvel appel à une autre conférence. La plupart des politiques actuelles sont issues de la conférence de Nixon.

L’étiquetage alimentaire est également un problème important. Beaucoup de choses se passent avec l’étiquetage alimentaire, mais pas beaucoup avec la FDA. C’est un processus lent. Les pharmaceutiques y prêtent plus attention.

Qu’est-ce que cela signifie d’être en bonne santé ? Quelles réclamations les labels alimentaires peuvent-ils faire ? La FDA travaille sur un symbole « bon pour la santé », mais nous ne savons pas vraiment ce que cela signifie.

Il y a des problèmes avec les labels alimentaires pour les produits qui diffèrent de leur version traditionnelle, tel que le lait et le lait d’amande. En septembre, la FDA a fait une déclaration sur son avis à propos de l’étiquetage. Comment devraient être appelés les produits issus de l’agriculture cellulaire ? La FDA n’a pas défini le naturel et est fermement opposée à perdre son temps à ce sujet. La FDA va s’occuper des premières étapes puis l’USDA prendra le relais. L’USDA va s’occuper des viandes et des volailles mais il existe d’autres aliments tels que les œufs et les produits de la mer. Qui va réguler cela ? La FDA régule les œufs à coquille mais l’USDA régule les œufs d’autres formes.

On a observé une explosion au niveau des litiges à propos de l’étiquetage. Parfois, les avocats font de l’argent et le consommateur obtient seulement un coupon pour acheter quelque chose. Mais c’est un moyen de combattre l’étiquetage frauduleux.

La sécurité alimentaire est un problème constant. Il existait deux pétitions avant que l’USDA argumente le besoin de faire quelque chose à propos de la salmonelle dans les produits de poisson et de volaille. Nous essayons de trouver le moyen de mieux le faire.

Le nouveau terme est « contrôle avant récolte » : beaucoup trop de poulets entrent dans le système sans assez de contrôle. L’USDA n’a pas le contrôle sur la ferme, juste sur le processeur. Mais beaucoup de processeurs sont également propriétaires de la ferme de volaille.

Finalement, nous avons l’éternel problème de l’alimentation et du changement climatique. Nous n’avons pas les ressources en eau nécessaires pour continuer à produire comme nous le faisons.

Le système alimentaire contribue énormément à la production de gaz à effet de serre.

La conférence de 2022 sera tenue en Nouvelle-Orléans, entre le 10 et le 12 novembre prochain.

*Lynne R. Ostfeld est une praticienne indépendante à Chicago avec un bureau secondaire à Peoria, Illinois et un bureau associé à Paris, France. Elle est actuellement Présidente du Conseil de la Section en matière de Loi Alimentaire de l’ISBA, membre du Conseil de la Section en matière de Loi Agricole de l’ISBA, vice présidente des communications pour la section internationale de droit en alimentation et agriculture, ainsi que du comité sur le cannabis, et secrétaire de l’union internationale des avocats de la commission de vente des biens. Elle se concentre actuellement sur les problèmes d’héritage franco-américain, et sur les contrats.*

1. Sarah Vogel, Sarah Vogel Law, Bismark, ND. Elle est l’auteure de l’ « Avocat du fermier, le Neuf de Dakota du Nord, et du Combat pour sauver la ferme familiale. » (2021)
2. Colby Duren, Intertribal Agriculture Council/Native Farm bill Coalition, Billings, MT.
3. Susan Schneider est professeure à l’école de droit d’Arkansas et directrice du programme du diplôme avancé de l’école de droit, le L.L.M Program in Agricultural & Food Law. sschneid@uark.edu.